

## **La chute du Comptoir d'escompte, comment la Banque centrale devient prêteur en dernier ressort.**

**Par Pierre-Cyrille Hautcoeur**

Le 5 mars 1889, Paris se réveille avec l'annonce de la mort soudaine du directeur du Comptoir d'escompte, Eugène Denfert-Rochereau. Frère d'un héros de la guerre de 1870, celui-ci a mené le Comptoir à la prospérité sur fond de récession grâce à une audacieuse politique inspirée des banques d'affaires. Aussi la nouvelle de sa mort, puis de son suicide, suscite-t-elle immédiatement la ruée des déposants aux guichets du Comptoir.

Cette crise arrive au pire moment : la situation politique en France est tendue. Les républicains au pouvoir depuis 1876 sont accusés par les monarchistes et les bonapartistes à la fois de velléités socialistes et de complicité avec la haute finance internationale. Fin janvier 1889, le général Boulanger a été élu triomphalement député de Paris et l'on craint un coup d'Etat. L'Exposition universelle de 1889 - celle de la tour Eiffel et de l'installation à Paris de la réplique de la Statue de la liberté - doit ouvrir en mai. Les élections sont prévues pour septembre.

Le 7 mars au soir, devant la panique, le Ministre des finances Maurice Rouvier – réputé proche des milieux d'affaires - convoque le Gouverneur de la Banque de France, qui n'était au courant des difficultés que depuis quelques jours, et les dirigeants des principales banques. Le 8, le Gouverneur réunit le Conseil général – le Conseil d'administration de la Banque -, lui raconte la réunion de la veille, et demande l'approbation d'un prêt de 100 millions d'euros de la Banque au Comptoir d'escompte (0,5% du PNB, l'équivalent de 10 milliards d'euros aujourd'hui), garanti par l'actif du Comptoir et, pour 20 millions, par les principales banques parisiennes.

La Banque de France est alors une banque privée, même si son Gouverneur est nommé par l'Etat. Elle doit des comptes à ses actionnaires, que représentent les Régents (membres du Conseil général) cooptés surtout au sein de la Haute Banque parisienne. C'est une banque d'émission - elle en a le monopole des billets de banque, qu'elle diffuse en prêtant tant aux entreprises qu'aux banques – et non une banque centrale visant l'intérêt national. Certes, elle a unifié monétairement le territoire national par son réseau et cherche à lisser la conjoncture via ses taux d'intérêt, mais elle ne considère pas que sauver des banques de la faillite fasse partie de ses missions, quand bien même les conséquences économiques en seraient graves. La crise de 1882, marquée par la faillite de l'Union générale, a fait réfléchir, car elle a été suivie d'une longue récession. Pour autant, plusieurs membres du Conseil général considèrent que prêter un montant aussi considérable (plus de la moitié du capital de la Banque) est impensable sans des garanties indiscutables, qui manquent. Au Gouverneur et aux banquiers arguant de l'intérêt national s'opposent plusieurs Régents qui accusent à mots couverts leurs pairs de conflit d'intérêt.

De fait, l'Affaire des cuivres qui cause la mauvaise fortune du Comptoir, implique plusieurs Régents. Elle a été montée par le directeur de la Société des métaux, Eugène Secrétan, industriel ambitieux qui en a fait le leader mondial de l'industrie du cuivre (et a offert, en 1885, la couverture de la Statue de la liberté). En 1887, jugeant le cours mondial du cuivre trop bas – et attribuant cette situation au cartel américain qui exporte à bas prix ses surplus – Secrétan tente un "corner": il achète tout le cuivre disponible, et passe des contrats avec les principales mines du monde pour qu'elles lui réservent - à bon prix - leur production des trois années suivantes. Contrôlant les approvisionnements, il espère revendre au prix fort.

L'achat de ces quantités énormes (la production mondiale est d'environ 250 000 tonnes par an)

nécessite beaucoup plus d'argent que ce dont dispose la Société des métaux (le cuivre vaut 1000 francs la tonne avant la hausse). Il suscite la création d'un syndicat financier qui lui promet une cinquantaine de millions, lève 37,5 millions en augmentant le capital de la société, et surtout emprunte à court terme auprès de diverses banques en donnant en garantie le cuivre qu'il achète. Le syndicat inclut la Banque de Paris et des Pays-Bas, les banquiers Hentsch frères, André, Girod et Cie, et, au départ, Rothschild frères. Denfert-Rochereau implique fortement le Comptoir d'escompte dans ces opérations, avec l'accord du président de son Conseil d'administration, Edouard Hentsch, qui est aussi associé de Hentsch frères et administrateur de Paribas. Seule banque de dépôts liée à l'opération, le Comptoir dispose de beaucoup plus de ressources que les autres - mais aussi beaucoup plus fragiles puisqu'il s'agit des dépôts à vue de milliers de déposants.

Or, réaction naturelle à la hausse des prix (qui ont doublé), les utilisateurs restreignent leurs achats (ou récupèrent de vieux cuivres) tandis que de nouveaux producteurs apparaissent. Secrétan cherche à tout acheter, mais ses stocks deviennent si élevés qu'on finit par lui refuser les crédits nécessaires. Début mars 1889, le cours du cuivre s'effondre, et avec lui les actions de la Société des métaux et celles du Comptoir d'escompte, son principal créancier. Celles de Paribas perdent 20%.

Face aux risques de contagion, la Banque de France accepte de prêter, mais ne veut pas laisser accréditer sa complicité ou sa complaisance : elle organise la liquidation amiable du Comptoir d'escompte et exige que les membres du conseil d'administration contribuent financièrement (sur leurs fortunes personnelles) à solder les comptes. Hentsch, Secrétan et d'autres organisateurs de l'Affaire sont poursuivis en correctionnelle pour faux bilans et accaparement (monopole). A la Banque de France, un Régent et les deux censeurs (contrôleurs internes), qui étaient administrateurs du Comptoir, sont contraints à la démission, comme l'est le directeur de Paribas, Joubert. Seul Rothschild échappe à une mise en cause directe, sans doute parce qu'il s'est retiré de l'opération assez tôt... et subit de lourdes pertes. Par cette attitude finale rigoureuse, la Banque de France échappe aux critiques et décourage les imitateurs potentiels du Comptoir tout en évitant une crise financière majeure. On ne verra plus de crise comparable avant 1929.

## **Chronologie**

Octobre 1887 : formation du syndicat des cuivres

Décembre 1887 : prix du cuivre à 1000 fr. par tonne, doublé depuis octobre

Mars 1888 Assemblée générale enthousiaste de la Société des métaux, qui double son capital

Juin 1888 Démission de Siegfried du Conseil d'administration du Comptoir d'escompte, pour désaccord sur l'affaire.

5 mars 1889 : suicide de Denfert-Rochereau, ruée des déposants sur le Comptoir d'escompte

8 mars 1889 : crédit de 100 millions de la Banque de France

21 mars 1889 : liquidation judiciaire de la Société des métaux

Avril 1889 : liquidation amiable du Comptoir ; création du Comptoir national d'escompte de Paris

Mai 1889 : Début de l'Exposition universelle de Paris